Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue historique vaudoise**

Band (Jahr): **87 (1979)**

PDF erstellt am: **16.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Bibliographie

Les sources du droit du canton de Vaud. Moyen âge (Xe-XVIe siècle). B. Droits seigneuriaux et franchises municipales. I: Lausanne et les terres épiscopales. Publ. par DANIELLE ANEX-CABANIS et JEAN-FRANÇOIS POUDRET. Aarau, Sauerländer, 1977, 4°, XXXII + 834 p. *(Les sources du droit suisse,* XIXe part.)

La parution, dans la collection des *Sources du droit suisse*, d'un second volume vaudois — après celui consacré aux *Enquêtes* (1972) — marque une étape importante dans l'élaboration d'une vision globale du Moyen Age lémanique. Ce volume devrait notamment contribuer à la mise en valeur de l'histoire de *la ville de Lausanne* qui est — le fait mérite d'être souligné — la seule ville suisse de cette envergure ne disposant d'aucune synthèse de son passé, si l'on fait abstraction des aspects admirablement traités par M. Marcel Grandjean dans la collection des *Monuments d'art et d'histoire de la Suisse*. Il suffit d'ailleurs de feuilleter la plus récente des «Histoires vaudoises», le tome IV de l'*Encyclopédie du Pays de Vaud*, pour se rendre compte du déséquilibre historiographique dont la capitale vaudoise fait les frais, par rapport à Moudon, notamment. Un regain d'intérêt pour le Pays de Vaud épiscopal se manifeste cependant depuis quelques années dans les travaux suscités par la nouvelle *Helvetia Sacra* et dans la thèse de Mlle Catherine Santschi sur l'historiographie des évêques de Lausanne, (1975). Alors que Bâle, Berne, Genève et Zurich, cités-Etats, s'enorgueillissent toutes de plusieurs «Histoires», il est frappant de voir que Lausanne, faiblement autonome et politiquement coupée de son arrière-pays jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, n'a jamais réussi à définir son identité historique.

Le recueil de 591 documents médiévaux des années 895 à 1536 (la plupart en latin, pour la moitié inédits et publiés ici soit intégralement soit sous forme d'extraits ou de résumés), présenté par Mme D. Anex-Cabanis et M. J.-F. Poudret, constitue donc un événement heureux. Les médiévistes disposent enfin d'un appui dans leurs recherches sur le passé lausannois, un appui qui dépasse très largement celui que fournissent les recueils de Grenus (1871), de Gingins-la-Sarra et Forel (1846) et de Forel (1872).

Ces 591 documents ne représentent évidemment qu'un choix, limité aux problèmes qui intéressent l'historien des institutions et du droit, et qui ne dispensera pas le chercheur de recourir aux riches fonds des Archives cantonales et communales. Le plan de publication des *Sources du droit du Canton de Vaud*, tel qu'il a été exposé dans l'introduction générale du premier tome, prévoit d'abord deux séries correspondant aux périodes médiévale et bernoise et, à l'intérieur de la période médiévale, trois parties: A. Coutumes; B. Droits seigneuriaux et franchises municipales; C. Droit ecclésiastique. Les

parties A et B ayant pris le départ, le médiéviste attendra avec patience le premier volume de la partie C, puisque l'ouvrage que nous présentons ici ne donne qu'une très faible idée des institutions ecclésiastiques du pays.

La documentation est ordonnée en douze chapitres: les cinq premiers ont trait aux relations de l'évêché avec la Bourgogne et l'Empire (n° 1-38, 895-1531), les Confédérés (n° 39-57, 1154!-1531), la Savoie (n° 58-128, 1219-1536), les seigneuries vaudoises (n° 129-172, 1180-1520), le Chapitre cathédral (n° 173-187, 1193-1505). Le chapitre 6, où l'on trouve notamment le plaict général de 1368 et son commentaire du XVe siècle, concerne les droits de l'évêque à Lausanne (n° 188-229, 1144-1533), les chapitres 7 à 9 touchent l'essentiel de la juridiction et des droits régaliens et seigneuriaux de l'évêque à Lausanne et dans les terres épiscopales (n° 230-418, 1178-1535). Le chapitre 10 offre un choix assez limité de documents sur l'administration autonome de Lausanne (n° 419-533, 1282-1535) et de Lutry (n° 534-540, 1302-1464). Le chapitre 11 présente les relations des sujets de l'évêque entre eux et des documents importants sur le ressort (n° 541-556, 1217-1524); le chapitre 12 enfin est consacré à quelques aspects de l'administration capitulaire (n° 557-591, 1185-1512). Chaque chapitre est précédé d'une petite introduction. Deux index (noms et matières) complètent l'ouvrage.

Sans doute ce gros volume restera-t-il longtemps l'instrument de travail indispensable à tous les amateurs d'histoire locale et régionale. On ne peut que s'en réjouir, et la place nous manque pour relever tous les aspects de la vie lausannoise au Moyen Age mis en lumière grâce à ce travail de Mme Anex-Cabanis, à qui nous devons par ailleurs une première synthèse, fondée en partie sur les documents publiés ici: *La vie économique à Lausanne au Moyen Age*[1].

Le plaisir du lecteur est un peu terni cependant dès qu'il regarde l'édition de plus près. On sait que l'autonomie vaudoise tient à cœur aux auteurs, mais de là à pratiquer une «autarcie» vaudoise sur le plan scientifique, il y a un pas à ne pas franchir. Pourquoi publier d'après des copies — souvent tardives — des Archives cantonales vaudoises quand les originaux existent ailleurs (par exemple n° 18, 45, 50), pourquoi présenter comme inédites des pièces déjà publiées (par exemple les bulles n° 6 et 14)? Les résumés, les références et les cotes d'archives sont très souvent imprécises. La rapidité avec laquelle le travail a été fait se manifeste dans une référence comme: Archives d'Etat de Neuchâtel, *Urkundensammlung des Freiherrn von Chambrier* (n° 42) — qui d'ailleurs ne se trouve pas aux Archives d'Etat de Neuchâtel mais dans celles de la famille de Chambrier. Il est inutile de faire ici la liste des erreurs et imprécisions: elle est longue. Pour les premiers documents (n° 1-4), il faudra désormais utiliser l'édition des *Monumenta Germaniae Historica* de 1977: *Die Urkunden der burgundischen Rudolfinger*, publ. par Th. Schieffer (n° 5, 6, 94, 102).

On peut regretter aussi certaines suppressions dues au manque de place; c'est ainsi qu'il n'est pas question du «capitaine de la ville» de Lausanne dont

[1] Voir *infra*, p. 250.

le mandat et les fonctions sont établis dans un passage non publié du n° 307 (1426)[2].

On notera encore quelque incohérence dans la transcription des noms de lieu: certaines localités (généralement des hameaux) portent la majuscule, d'autres ne l'ont pas, d'où leur absence dans l'index. C'est le cas de Rive d'Ouchy, par exemple (majuscule p. 243, 441, 728; minuscule p. 97, 505; cf. p. 276!). Et pourquoi l'ancien hameau de Contigny devenu simple lieu-dit figure-t-il dans l'index sous *Cuentigny*, alors que le texte donne *Cuentignie* et *Quintinie*?

Quelques corrections enfin: p. 26, *Carmole*, lire: *Carniole*; p. 192: l'oubli d'une virgule fait écrire *Corjolens* au lieu de *Cor, Jolens* (d'où incidence dans l'index), cf. p. 783, liste originale du Cartulaire; p. 765, n° 552: *Guy de Prangins*, lire: *Guillaume de Menthonay*.

En définitive, cet ouvrage tant attendu, dont l'utilité est incontestable, aurait encore gagné si le travail avait été fait avec plus de minutie.

PETER RÜCK, P.-Y. FAVEZ

PAUL-LOUIS PELET, *Fer, charbon, acier dans le Pays de Vaud*, vol. II: *La lente victoire du haut fourneau*. Lausanne, 1978, 354 p., ill. (*Bibliothèque historique vaudoise*, 59.)

Le Pays de Vaud n'est pas resté à l'écart des progrès que la sidérurgie a accomplis durant la fin du Moyen Age et le début des Temps modernes, en Europe occidentale. C'est ce que démontre M. P.-L. Pelet, aidé de ses assistants de recherche, dans le second volume de son ouvrage *Fer, charbon, acier dans le Pays de Vaud*. La lente victoire du haut fourneau, voilà ce qu'évoque le second épisode de l'histoire, plus que deux fois millénaire, de la sidérurgie vaudoise.

C'est aussi une lente victoire, remportée par l'auteur et ses collaborateurs, sur une infinité de papiers d'archives, la plupart arides et ingrats, pour reconstituer, élément après élément, «une synthèse de l'histoire du fer dans le Pays de Vaud». Lorsque l'on parcourt cette «synthèse», l'on se trouve devant un texte écrit avec beaucoup de soin et de finesse, si l'on pense que l'auteur devait décrire des phénomènes techniques, économiques et juridiques. De nombreuses illustrations, cartes, tableaux et graphiques le complètent.

Certes, l'histoire d'une révolution technique ne ressemble en aucun cas à celle d'un personnage illustre. Mais, en décrivant abondamment le

[2] Le capitaine de la ville se retrouve en Bourgogne, à Dijon notamment: cf. JOSEPH GARNIER et ERNEST CHAMPEAUX, *Les institutions communales en Bourgogne*, Charlieu, Solarma, 1976, p. 317, 628-630; cf. p. 623, le résumé de l'ordonnance de Philippe le Hardi de 1367, complétée en 1408 par Jean sans Peur, relative au *retrait*, qui correspond au ressort vaudois, où apparaissent les fonctions de ce capitaine.

machinisme de la Renaissance, M. Pelet passe également en revue les principaux acteurs du développement industriel vaudois de cette époque. Entre les premiers techniciens connus et les capitalistes genevois du XVIe siècle, il réserve une large place aux entrepreneurs de la région: les Develley-Vallotton, les Matthey, par exemple; mais surtout le «clan Rochat».

L'auteur a senti la nécessité de recourir à des méthodes scientifiques, à des définitions rigoureuses, de montrer, documents à l'appui, que l'histoire industrielle du Jura vaudois est bien une réalité. Mais il a su montrer aussi que cette histoire se déroulait dans une ambiance propre à une région, selon des formes et des mentalités qu'on ne retrouve pas ailleurs.

MICHEL STEINER

DANIELLE ANEX-CABANIS, *La vie économique à Lausanne au Moyen Age*, Lausanne 1978, 134 p., graphiques. (*Bibliothèque historique vaudoise*, 62, *Cahiers de la Renaissance Vaudoise*.)

Après avoir soutenu, en 1973, sa thèse de doctorat sur le servage au Pays de Vaud, et publié en 1977, avec le professeur Jean-François Poudret, un volume des *Sources du droit du canton de Vaud*, Mme Anex-Cabanis étudie, aujourd'hui, «La vie économique à Lausanne au Moyen Age». Elle avait déjà donné un aperçu de son petit livre lors d'une séance de la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie, en 1974[1].

Le sujet est intéressant et pourtant encore fort peu exploré, puisqu'il n'a fait l'objet jusqu'ici d'aucune recherche un tant soit peu systématique, comme il en existe, par exemple, pour Genève ou pour Fribourg.

Il est vrai que Lausanne n'a pas joué, dans l'économie du Moyen Age, un rôle comparable à celui de Genève avec ses foires ou à celui de Fribourg avec son industrie drapière. Cité épiscopale, relativement peu peuplée, Lausanne ne connaît alors guère de trafic international. Elle vit largement de l'arrière-pays, n'a que peu d'activités industrielles. Au surplus, les Lausannois semblent ne pas avoir l'esprit particulièrement aventureux.

Sur la base avant tout des ordonnances épiscopales et des manuaux du Conseil de Ville, Mme Anex-Cabanis se livre à une analyse du marché et des foires lausannois, de leur réglementation et de leur régime juridique, de même qu'elle se penche sur la police du commerce, sur les règles présidant à l'hygiène alimentaire et à la qualité des denrées. Enfin, l'auteur s'attache à «l'intervention seigneuriale sur les instruments du commerce», en particulier sur les poids et mesures, la monnaie et la surveillance des prix.

On lit avec profit l'ouvrage de Mme Anex-Cabanis, dont le style pourtant aurait gagné à être parfois moins rapide, un ouvrage qui apporte quantité d'éléments nouveaux sur un thème mal connu, et révèle maints aspects de la vie quotidienne à Lausanne au Moyen Age.

J.-P. CHUARD

[1] Voir *RHV*, 1974, p. 208.

DOROTHY HOWELL-THOMAS, *Lord Melbourne's Susan*. Old Woking (Surrey), Gresham Books, 1978, XIII + 146 p.

Pourquoi rendre compte, dans la *Revue historique vaudoise*, d'un ouvrage anglais consacré à une jeune Susan, qui fut la pupille de Lord Melbourne, premier ministre sous Guillaume IV et sous la reine Victoria? Ni le mystère de sa naissance (sa mère fut vraisemblablement Harriet Caroline Spencer, ultérieurement comtesse de Westerholt, et son père le duc de Marlborough, mais lequel? Le cinquième ou le sixième du nom?) ni l'atmosphère libertine qui, sous Georges IV, présida à son éducation ne justifierait l'attention que lui porte une revue helvétique si dès 1832, âgée de quatorze ans, elle n'avait résidé à Genève, puis à Lausanne. La mode commençait à s'instaurer, qui envoyait les jeunes Anglaises parfaire leur instruction dans les *finishing schools* romandes. Genève et Vaud avaient en outre, pour le voyageur britannique des attraits non négligeables: l'aménité du climat s'alliait à la modicité du coût de la vie et à l'urbanité d'hôtes pénétrés de sympathie intéressée pour tout ce qui avait une consonance britannique.

Susan Churchill (c'était là son nom officiel) était accompagnée de Lady Brandon, qui avait été la maîtresse de Lord Melbourne. Elle séjourna à Genève jusqu'en juillet 1834. Elle gagna alors Lausanne, Lady Brandon restant à Genève, et fut mise en pension chez Mlle Mange, à la rue Cité-Derrière. Dans la même rue vivait le pasteur Charles Porta, ainsi que Louis de Vallière, qui tenait un établissement pour jeunes gens.

Parmi les jeunes gens hébergés par M. de Vallière figuraient quatre jeunes princes moldaves de la famille des Cantacuzène, laquelle jadis avait régné sur Byzance. Entre Jean Cantacuzène et la descendante illégitime du vainqueur de Malplaquet une idylle s'ébaucha, dans la tiède quiétude des jardins de la Cité. Mlle Mange en eut vent. L'amourette tourna court. Et quelques mois plus tard, lors d'un bal masqué réunissant ce que la bonne société lausannoise avait de plus distingué, Susan Churchill rencontra celui qui allait devenir son mari, Aimé-Timothée Cuénod, fils d'un pasteur de Villette.

Le mariage, avec le consentement de Lord Melbourne (il était à nouveau premier ministre), eut lieu en 1837. Entre-temps Susan avait été baptisée par le pasteur Antoine Curtat[1]. Le couple s'établit à Vevey. Dix enfants naquirent de cette union. Mettant en commun leurs ressources financières, Aimé-Timothée et Susan Cuénod fondèrent la Banque Cuénod-Churchill, qui devint ultérieurement la Banque Cuénod, avant d'être absorbée par

[1] Apparemment, Susan Churchill n'avait pas été baptisée en Angleterre. Miss Howell-Thomas discute longuement la portée d'une inscription figurant dans le registre des baptêmes de l'église Saint Marylebone, à Londres, à la date du 17 avril 1818 et concernant une Susanna Churchill. Il s'agit probablement d'une autre fille illégitime née dans la famille Spencer-Churchill; elle serait fille de Susanna Adelaide Law et du futur sixième duc de Marlborough.

l'Union de Banques Suisses[2]. A sa mort, survenue en 1887, Susan était membre d'une secte darbyste.

Miss Howell-Thomas a écrit un ouvrage qui se lit agréablement. Elle évoque avec une netteté qui n'oblitère pas le sens des nuances une des périodes les plus fascinantes de l'histoire des mœurs anglaises. Elle fonde son analyse sur une solide connaissance de la littérature historique et critique de l'époque, ainsi que sur bon nombre de documents manuscrits, dont plusieurs proviennent des Archives cantonales vaudoises. La source inédite la plus intéressante est le journal, incomplet malheureusement, tenu en anglais d'abord puis en français, par Susan Churchill, puis par Susan Cuénod. Les fragments qui en sont donnés nous font souhaiter qu'il soit un jour publié intégralement.

ERNEST GIDDEY

Schweizer Ansichten. Vues de la Suisse. Liste des vues contenues dans des chroniques et ouvrages topographiques du XVe au XVIIIe siècle, 1477-1786. Par Walter Hermann Achtnich et Christiane Staudenmann. Berne, Bibliothèque nationale suisse, 1978, 144 p., ill. (Etabli par la Section des collections spéciales de la BNS.)

Ce catalogue est l'œuvre du responsable des collections iconographiques de la BNS, assisté d'une candidate bibliothécaire. C'est dire qu'il s'est élaboré au cœur des richesses bibliophiliques de notre pays. Il ne recense que des vues contenues dans des ouvrages accompagnés d'un texte, y compris les rééditions en fac-similé. 123 ouvrages ont été dépouillés, parmi lesquels figurent les noms fameux de Schedel, Münster, Stumpf, Scheuchzer, Herrliberger, Merian et Zurlauben, ainsi que l'*Encyclopédie* de Diderot, *Les Délices de la Suisse* de Ruchat, et nombre de chroniques imprimées au-delà de nos frontières.

Le catalogue des vues est classé par ordre alphabétique des lieux, chaque image étant caractérisée par sa technique (gravure sur bois, au burin ou à l'eau-forte), ses dimensions, sa date, sa place dans tel ou tel ouvrage. Les variantes sont étudiées également. Il y a quelques trop rares illustrations (27 figures), alors que la documentation photographique de la Bibliothèque nationale comprend environ 2000 estampes.

Le Pays de Vaud comporte 25 lieux, la plus ancienne gravure étant celle de la bataille de Grandson, parue dans un incunable imprimé à Strasbourg en 1477. On rencontre ensuite des vues de Lausanne en 1641, Avenches et Nyon en 1642, dans des éditions de Merian à Francfort.

Voilà un excellent répertoire, fort utile, car il comble une lacune. Il permet au chercheur d'identifier les gravures illustrant à l'origine un livre, et qui foisonnent actuellement détachées de leur contexte. Le maniement en est

[2] Voir à ce sujet: ALEXANDRE CUÉNOD, *Chronique de la Famille Cuénod*, Genève 1968, p. 49-50, 116-118.

simple, le renseignement facilement accessible, l'introduction et les notices explicatives étant traduites en français. C'est un précieux instrument de travail pour les conservateurs de musées, les antiquaires, et pour les nombreux amateurs d'estampes suisses anciennes.

Il est cependant regrettable que cette publication se présente de façon si pauvre: brochée modestement, et imprimée en offset à partir de caractères peu lisibles, elle n'est pas très agréable à consulter. Il est triste que les moyens manquent à ce point à la Bibliothèque nationale suisse pour financer un catalogue qui deviendra bientôt indispensable.

FRANÇOISE BELPERRIN

CATHERINE SANTSCHI, *De l'Escalade à la Révocation de l'Edit de Nantes, La censure à Genève au XVIIe siècle*, Tribune Editions, Genève 1978, 99 p., ill.

Saluons l'excellente idée de Catherine Santschi d'avoir publié, au titre de «contribution des Archives d'Etat à la célébration du 500e anniversaire de l'imprimerie genevoise», cette étude sur la censure dans la cité de Calvin. Son petit livre — il faut le dire en premier lieu — se présente de façon élégante et témoigne d'une recherche typographique à la fois sobre et originale, dans la meilleure tradition.

Le terme de censure a eu, au fil des époques et au gré des régimes, des acceptions diverses et a recouvert des réalités différentes. A Genève, note l'auteur, «le mot censure est employé non au sens technique d'une institution de contrôle des imprimés, mais dans son sens spécial et plus ancien de critique, de correction et de répréhension».

Pour le magistrat genevois, la censure était à considérer comme un effet de sa paternelle sollicitude «visant à protéger les citoyens et les sujets contre les publications malsaines».

Dans ces pages, bien illustrées et bien documentées, Catherine Santschi s'attache à décrire le fonctionnement de cette censure, les visites aux imprimeries et les obligations qui leur étaient faites. Elle dit aussi la part que la Vénérable Compagnie des pasteurs prenait à la censure, les exigences qu'elle fixait, tant sur le fond que sur la forme des imprimés. L'image de marque de l'Eglise de Genève à l'extérieur ne devait-elle pas dépendre, dans une bonne mesure, de leur haute tenue et de leur qualité?

Ainsi, ce sont maints aspects de la vie religieuse et intellectuelle d'une Genève sur laquelle, dès la fin du XVIIe siècle, la France allait exercer une pression de plus en plus forte, qui sont évoqués dans ce bref ouvrage et qui en rendent certainement la lecture attrayante.

J.-P. CHUARD